

**Art. 13.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2001, met uitzondering van artikel 9 dat in werking treedt op 1 september 2002.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 19 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Documenten van de Raad - Ontwerpdecreet, nr. 184-1 - Amendementen in de commissie, nr. 184-2 - Verslag, nr. 184-3  
Integrale verslagen - Bespreking. Zitting van 16 juli 2001. - Goedkeuring. Zitting van 17 juli 2001.*

F. 2001 — 2310

[S - C - 2001/29325]

**19 JUILLET 2001. — Décret relatif à l'enseignement secondaire en alternance (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, les mots "enseignement à horaire réduit" sont remplacés par les mots "enseignement secondaire en alternance".

**Art. 2.** L'intitulé du chapitre I<sup>er</sup> du même décret est remplacé par la disposition suivante : "Chapitre I<sup>er</sup>. — Structures".

**Art. 3.** L'article 1<sup>er</sup> du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Le présent décret a pour objet l'enseignement secondaire en alternance. »

**Art. 4.** L'article 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. L'enseignement secondaire en alternance est organisé dans des Centres d'éducation et de formation en alternance.

Un Centre d'éducation et de formation en alternance est une structure commune à plusieurs établissements d'enseignement secondaire de plein exercice organisant, au deuxième degré et au troisième degré, l'enseignement technique de qualification ou l'enseignement professionnel et qui vise à permettre à ces établissements d'organiser l'enseignement secondaire en alternance. Toutefois, un Centre d'éducation et de formation en alternance peut ne comprendre qu'un seul établissement. »

**Art. 5.** Un article 2*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 2*bis*. § 1<sup>er</sup>. L'enseignement secondaire en alternance comprend :

1° un enseignement organisé conformément à l'article 49 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

2° un enseignement débouchant sur la délivrance d'un certificat de qualification spécifique sanctionnant des études dont le niveau est fixé en référence aux profils de formation visés à l'article 45 du même décret et assurant une formation générale et humaniste.

§ 2. En cas d'urgence, le ministre peut autoriser l'organisation d'une formation qui ne correspond pas à un profil de formation visé à l'article 45 du même décret. Cette formation est sanctionnée par une attestation de compétences professionnelles conformément à l'article 10.

Les compétences à atteindre par la formation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont immédiatement communiquées à la Commission communautaire des Professions et des Qualifications créée par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire. Si celle-ci estime cette formation utile, elle en réalise un profil de formation spécifique qui est proposé au Gouvernement conformément aux procédures applicables aux profils spécifiques. Si le profil est approuvé, un certificat de qualification remplace l'attestation de compétences professionnelles visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. Pour les élèves qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire, la formation visée au § 1<sup>er</sup>, peut ne viser que la formation qualifiante. Dans ce cas, seul le certificat de qualification peut leur être délivré.

§ 4. Pour les élèves soumis à l'obligation scolaire et pour les élèves majeurs exclus en application de la procédure prévue par le décret du 5 juillet 2000, la formation visée au § 1<sup>er</sup> peut être précédée d'un module de formation individualisé qui comprend, notamment, l'élaboration du projet de vie, l'orientation vers un métier, l'éducation aux

règles de vie en commun dans le Centre et dans la société, la mise à niveau des connaissances élémentaires de base, l'acquisition de compétences minimales nécessaires pour accéder à la formation par le travail en entreprise.

Le Conseil de direction visé à l'article 7, § 2, détermine pour chaque cas la durée du module de formation individualisé et les moyens disponibles à y consacrer. Dans ce cadre, il peut éventuellement demander la collaboration des services de l'Aide à la jeunesse ou des organismes reconnus par le ministre compétent pour l'Aide à la jeunesse ou par le ministre compétent pour l'enseignement secondaire. Les modalités de cette collaboration devront être établies conjointement par les ministres concernés. »

**Art. 6.** Un article *2ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article *2ter*. § 1<sup>er</sup>. L'enseignement secondaire en alternance visé à l'article *2bis*, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est organisé ou subventionné au deuxième degré de l'enseignement professionnel et au troisième degré de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel.

Cet enseignement est dispensé à raison de six cents périodes de cinquante minutes au moins par an, réparties sur vingt semaines au moins et comprend aussi, obligatoirement, au moins six cents heures d'activité de formation par le travail en entreprise par an, réparties sur vingt semaines au moins. L'année de formation peut se dérouler conformément au calendrier scolaire ou être organisée selon d'autres modalités. La formation peut être organisée en modules de formation. Les élèves peuvent être regroupés avec ceux de l'enseignement de plein exercice.

Lorsqu'il s'avère impossible, pour toute raison, de disposer d'au moins six cents heures d'activité de formation par le travail en entreprise pour une année de formation, des périodes complémentaires de formation professionnelle sont organisées dans le Centre d'éducation et de formation en alternance. Toutefois, le nombre d'heures d'activité de formation en entreprise ne peut être inférieur à trois cents par année de formation au deuxième degré et quatre cent cinquante par année de formation au troisième degré.

§ 2. L'enseignement secondaire en alternance visé à l'article *2bis*, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est organisé ou subventionné au niveau des deuxième et troisième degrés de l'enseignement professionnel.

Cet enseignement est dispensé à raison de six cents périodes de cinquante minutes au moins par an, réparties sur vingt semaines au moins et comprend aussi, obligatoirement, au moins six cents heures d'activité de formation par le travail en entreprise par an, réparties sur vingt semaines au moins. L'année de formation peut se dérouler conformément au calendrier scolaire ou être organisée selon d'autres modalités. La formation peut être organisée en modules de formation. Pour les élèves visés à l'article *2bis*, § 3, la partie de la formation assurée par l'enseignement peut être réduite à 300 périodes par année de formation.

Lorsqu'il s'avère impossible, pour toute raison, de disposer d'au moins six cents heures d'activité de formation par le travail en entreprise pour une année de formation, des périodes complémentaires de formation professionnelle sont organisées dans le Centre d'éducation et de formation en alternance. Toutefois, le nombre d'heures d'activité de formation par le travail en entreprise ne peut être inférieur à trois cents par année de formation au deuxième degré et quatre cent cinquante par année de formation au troisième degré.

Dérogation peut être accordée par le ministre aux dispositions des alinéas 2 et 3 pour des raisons exceptionnelles.

§ 3. Les élèves inscrits dans l'enseignement secondaire en alternance sont soumis à l'ensemble des dispositions du décret du 24 juillet 1997 précité ou prises en application de celui-ci en matière de fréquentation régulière et de procédure d'exclusion. Par contre, le pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné et le chef d'établissement, pour l'enseignement de la Communauté française peut accepter une inscription dans l'enseignement secondaire en alternance à tout moment.

La fréquentation régulière prend aussi en compte les périodes d'activité de formation par le travail dans l'entreprise ou les périodes organisées conformément à l'article *2bis*, § 4.

Le cas échéant, une année de formation en alternance peut comprendre, pour autant que les dispositions du présent article soient respectées, des périodes d'enseignement secondaire de plein exercice et des périodes d'enseignement secondaire en alternance.

Pour l'application des mesures visées au chapitre IX du décret du 24 juillet 1997 précité relatives à l'inscription des élèves dans un établissement et des règles relatives à l'exclusion d'un établissement, les prérogatives du pouvoir organisateur ou du chef d'établissement sont exercées par le responsable de l'établissement où l'élève suit la majorité de sa formation professionnelle, celles du conseil de classe, par celui créé par l'article 9. »

**Art. 7.** Un article *2quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article *2quater*. § 1<sup>er</sup>. Le Centre d'éducation et de formation en alternance a son siège dans un des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, ci-après dénommé "établissement-siège". Les autres établissements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont dénommés "établissements coopérants". Les établissements d'enseignement spécial et les établissements d'enseignement de promotion sociale peuvent également être coopérants au Centre d'éducation et de formation en alternance.

§ 2. Le Conseil de direction du Centre d'éducation et de formation en alternance est composé du chef de l'établissement-siège, qui préside le conseil, du coordonnateur du Centre, qui remplace le chef d'établissement en cas d'absence au conseil, et des chefs des établissements coopérants ou de leurs délégués.

Le Conseil de direction se réunit au moins 4 fois par année scolaire, à l'initiative du président ou, à défaut, du coordonnateur. Le Conseil de direction affecte les périodes-professeurs aux différents établissements coopérants en fonction des périodes de formation qui y sont organisées.

Le Conseil de direction propose aux pouvoirs organisateurs l'affectation des ressources matérielles ou financières attribuées par la Communauté française ou tout autre pouvoir public. Il contrôle que toutes les ressources matérielles ou financières proméritées par le Centre d'éducation et de formation en alternance sont bien affectées par les pouvoirs organisateurs aux missions de celui-ci.

Le Conseil de direction prend ses décisions à la majorité simple des membres présents. En cas de partage des voix, celle du membre qui préside le conseil est prépondérante. Tout membre peut interjeter un recours auprès du comité de concertation compétent contre une décision qui lui cause préjudice. S'il échec, la décision de ce dernier remplace la décision attaquée.

Le coordonnateur fait rapport au Conseil de direction sur la répartition des tâches entre les accompagnateurs. Le Conseil de direction, s'il l'estime nécessaire, peut donner des consignes d'organisation au coordonnateur. »

**Art. 8.** Un article *2quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article *2quinquies*. § 1<sup>er</sup>. Tout établissement d'enseignement secondaire de plein exercice, siège ou coopérant d'un Centre d'éducation et de formation en alternance, peut, dans le respect des modalités de prises de décision fixées par son pouvoir organisateur, proposer au Conseil de direction d'organiser en alternance une option qu'il organise déjà dans l'enseignement de plein exercice et qui atteint les normes de maintien. Il peut aussi, de la même manière, proposer au Conseil de direction de programmer une option figurant au répertoire des options de l'enseignement de plein exercice.

Dans un cas comme dans l'autre, si le Conseil de direction marque son accord, l'établissement crée ou maintient l'option considérée soit sous les deux formes du plein exercice et de la formation en alternance ou sous l'une des deux seulement. L'ensemble des procédures relatives à la programmation, à la suspension, à la dérogation et à la transformation dans l'enseignement secondaire de plein exercice fixées par ou en application du décret du 29 juillet 1992 organisant l'enseignement secondaire, de même que les différentes normes y afférentes sont d'application, un élève du Centre d'éducation et de formation en alternance étant pris en compte, à ce point de vue, de manière égale à un élève de plein exercice. Lorsque la création se fait uniquement sous la forme de l'enseignement en alternance et qu'en application de l'article *2ter*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2, alinéa 2, l'année de formation se déroule selon d'autres modalités que celles du calendrier scolaire, la norme doit être atteinte à la création et information en est donnée à l'administration au moins un mois avant le début de la nouvelle formation.

L'introduction des dossiers est de la compétence de l'établissement où est organisée l'option.

Toutefois, si une option existe dans un des établissements coopérants et que celui-ci ne souhaite pas l'organiser sous la forme de la formation en alternance, le Conseil de direction peut en autoriser la création, sans atteindre la norme de création ou le maintien, sans atteindre la norme de maintien, dans l'établissement-siège ou dans un autre établissement coopérant, pour autant que celui-ci en fasse la demande, dans le respect des modalités de prises de décision fixées par son pouvoir organisateur.

§ 2. Les formations visées à l'article *2bis*, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, sont arrêtées, par le Centre d'éducation et de formation en alternance sur décision prise aux deux tiers des membres présents du Conseil de direction et après s'être assuré que l'établissement où sera organisée la formation a obtenu l'accord de son pouvoir organisateur. Elles sont soumises à l'approbation du Comité de concertation visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, selon des modalités que le Gouvernement arrête. Chaque année, mais à la majorité simple, le Conseil de direction décide du maintien d'une formation organisée l'année précédente.

Chaque Comité de concertation transmet à l'administration ses décisions avant le début de toute nouvelle formation en alternance.

Le Centre d'éducation et de formation en alternance transmet pour le 1<sup>er</sup> octobre la liste des formations organisées à cette date ainsi que la liste des élèves qui y sont inscrits. Il avertit immédiatement l'administration et l'Inspection générale, en cours d'année, de toute modification de la liste des formations. »

**Art. 9.** Dans l'article 3 du même décret, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Les Centres d'éducation et de formation en alternance reçoivent l'inscription des élèves. Ils organisent, sous la responsabilité du coordonnateur, l'accueil, l'encadrement et l'accompagnement des élèves en vue de définir un parcours individualisé d'insertion socioprofessionnelle. Avec les établissements coopérants, ils assurent la formation des élèves et l'articulation de celle-ci avec la formation par le travail en entreprise. Des documents décrivant les tâches exécutées dans le cadre des activités en entreprise attestent que celles-ci sont en concordance avec les objectifs de formation. Ces objectifs sont consignés dans un contrat signé par le coordonnateur, le responsable désigné par l'entreprise et l'élève, s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

Un professeur de cours techniques et de pratique professionnelle peut aider les accompagnateurs à vérifier si les objectifs visés au présent article sont atteints. »

**Art. 10.** L'article 4 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Par caractère d'enseignement, il est organisé ou subventionné un Centre d'éducation et de formation en alternance dans chacune des zones définies en application de l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 organisant l'enseignement secondaire pour autant qu'il atteigne les normes fixées à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>. Dans les zones qui comptent au 15 janvier, pour un caractère d'enseignement, plus de 4 000 élèves inscrits dans l'enseignement technique de qualification et professionnel des deuxième, troisième et quatrième degrés, il peut être organisé un deuxième Centre d'éducation et de formation en alternance. Le second Centre d'éducation et de formation en alternance ainsi créé peut être maintenu aussi longtemps que le nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement technique de qualification et professionnel des deuxième, troisième et quatrième degrés reste supérieur à 3 000.

Toutefois, les Centres d'éducation et de formation en alternance existant à l'entrée en vigueur du présent décret peuvent être maintenus aussi longtemps qu'ils comptent au moins 56 élèves régulièrement inscrits au 1<sup>er</sup> octobre. Le Centre d'éducation et de formation en alternance qui n'atteint pas cette norme est fusionné à cette date par absorption par le Centre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Tout établissement de plein exercice organisant le deuxième degré et le troisième degré de l'enseignement secondaire de plein exercice dans une des sections de qualification peut demander à coopérer au Centre d'éducation et de formation en alternance de son caractère dans la zone où il a son siège. En cas de refus, il dispose d'un droit de recours auprès du Comité de concertation compétent, selon des modalités que le Gouvernement arrête. Un établissement ne peut être ni le siège ni coopérant de plus d'un Centre d'éducation et de formation en alternance.

Sur avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, le Gouvernement peut autoriser un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice à être coopérant d'un Centre d'éducation et de formation en alternance d'une autre zone ou d'un autre caractère.

De même, deux Centres d'éducation et de formation en alternance, éventuellement de zones ou de caractères différents, peuvent acquérir ou utiliser ensemble des infrastructures ou des équipements. »

**Art. 11.** Dans l'article 5 du même décret, les alinéas 3 et 4 sont supprimés.

**Art. 12.** Un article *5bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article *5bis*. § 1<sup>er</sup>. Les coordonnateurs ainsi que deux représentants de chaque Centre d'éducation et de formation en alternance, désignés par le Conseil de direction, forment le conseil zonal de l'enseignement secondaire en alternance, ci-après dénommé conseil zonal de l'alternance. Le conseil zonal de l'alternance est présidé alternativement par un coordonnateur de chaque caractère d'enseignement. Toutefois, sur décision du Conseil de direction concerné, la présidence peut être attribuée à un représentant dudit conseil. Siègent également, avec voix consultative, au conseil zonal de l'enseignement secondaire en alternance :

- deux représentants par organisation syndicale, dont un est issu du secteur enseignement, siégeant au Conseil national du Travail,

- un représentant de la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel et un représentant de l'Union des fédérations des associations de parents de l'enseignement catholique.

§ 2. Le conseil zonal de l'alternance est chargé prioritairement de coordonner la recherche de contrats et conventions auprès des entreprises de la zone. Il peut également favoriser les recherches de contrats et conventions auprès des entreprises d'autres zones et ce, après avoir pris contact avec le conseil zonal de l'alternance de la zone concernée et autant que faire se peut, en accord avec lui. Le conseil zonal de l'alternance veille au respect des dispositions légales, décrétales et réglementaires en la matière.

Le conseil zonal de l'alternance peut décider d'affecter à la coordination des contrats et conventions avec les entreprises des accompagnateurs des différents Centres d'éducation et de formation. Pour que cette décision soit exécutable, elle doit être ratifiée par les différents Conseils de direction.

Pour tout ce qui regarde l'alternance, le conseil zonal de l'alternance est le représentant des Centres d'éducation et de formation en alternance à l'égard des comités subrégionaux de l'emploi et de la Formation en Région wallonne et des autorités compétentes en matière d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale.

Le conseil zonal de l'alternance prend également l'initiative, s'il l'estime nécessaire, de nouer des contacts avec les représentants des partenaires sociaux actifs au sein de la zone, notamment pour ce qui concerne les contrats et conventions.

§ 3. Le conseil zonal de l'alternance prend ses décisions par consensus. A défaut, il transmet au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire les différentes propositions de décision mises en délibération et qui n'ont pas réuni le consensus. Le Conseil général prend la décision sur l'objet en débat.

§ 4. Le conseil zonal de l'alternance établit chaque année un rapport quantitatif et qualitatif sur l'enseignement secondaire en alternance dans la zone. Ce rapport est transmis au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire puis, avec les remarques de celui-ci, adressé au Gouvernement. »

**Art. 13.** L'intitulé du chapitre II du même décret est remplacé par la disposition suivante : "Chapitre II. — *Admission des élèves*".

**Art. 14.** A l'article 6, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, 3°, les mots "enseignement à horaire réduit" sont remplacés par les mots "enseignement secondaire en alternance";

2° le § 2, alinéa 2, est abrogé.

**Art. 15.** A l'article 8, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un § 1<sup>er</sup> rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les conditions d'accès à chacune des années d'études de l'enseignement secondaire en alternance visées à l'article *2bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, sont les mêmes que celles de l'enseignement secondaire de plein exercice correspondant. »;

2° dans la phrase liminaire de l'article devenu le § 2, les mots "enseignement secondaire professionnel à horaire réduit" sont remplacés par les mots "enseignement secondaire professionnel en alternance";

3° dans l'article devenu § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° l'attestation de compétences professionnelles du deuxième degré de l'enseignement secondaire en alternance »;

4° dans l'article devenu § 2, à l'alinéa 2, les mots "dans le cycle inférieur" sont remplacés par les mots "dans le deuxième degré".

**Art. 16.** Il est inséré dans le même décret, après l'article 8, un chapitre *Iibis* intitulé comme suit : "Chapitre *Iibis*. — *Sanction des études*".

**Art. 17.** L'article 9 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Les certificats et attestations délivrés dans l'enseignement secondaire en alternance visé à l'article *2bis*, § 1<sup>er</sup>, 1°, sont identiques à ceux délivrés dans l'enseignement secondaire de plein exercice sauf qu'ils mentionnent qu'ils ont été délivrés dans l'enseignement secondaire en alternance. Le Gouvernement fixe le modèle de ces certificats et attestations.

De même, la réussite d'une année d'enseignement secondaire en alternance visée à l'article *2bis*, § 1<sup>er</sup>, 1°, est sanctionnée de manière analogue à celle d'une année d'études d'enseignement secondaire de plein exercice et produit les mêmes effets de droit.

Les décisions relatives au passage de classe ou de cycle et à la délivrance des diplômes, certificats et attestations de réussite au sein d'un Centre d'éducation et de formation en alternance sont de la compétence du conseil de classe de l'enseignement secondaire en alternance. Celui-ci est présidé par le chef de l'établissement-siège ou de l'établissement coopérant où l'élève suit la majorité de sa formation professionnelle, ou le délégué du chef d'établissement concerné et comprend tous les membres du personnel enseignant en charge de l'élève ainsi que le coordonnateur et un accompagnateur du Centre d'éducation et de formation en alternance. Un membre du centre psycho-médicosocial ainsi que les éducateurs concernés peuvent y assister avec voix consultative. Les délibérations prennent en compte l'activité de formation par le travail en entreprise sur la base des rapports de suivi et d'évaluation effectués sur le lieu de travail par les accompagnateurs et en se référant au contrat visé à l'article 9 du présent décret.

La délivrance des certificats de qualification visés au présent article se fait de façon identique et de préférence commune avec celle des certificats de qualification de l'enseignement secondaire de plein exercice sauf que le coordonnateur et un accompagnateur sont associés, avec voix délibérative, aux décisions et que les délibérations prennent en compte l'activité de formation en entreprise. »

**Art. 18.** Un article *9bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article *9bis*. L'élève qui a suivi les cours de l'enseignement secondaire en alternance visé à l'article *2bis*, § 1<sup>er</sup>, 2°, de manière régulière et a atteint les compétences fixées par le profil spécifique de formation obtient un certificat de qualification dont le Gouvernement fixe le modèle.

La délivrance du certificat de qualification se fait conformément à l'article 9, alinéa 4. »

**Art. 19.** A l'article 10, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« S'il n'obtient pas un des certificats ou attestations visés aux articles 9 et *9bis*, l'élève qui a suivi effectivement et assidûment pendant au moins deux années scolaires soit les cours de l'enseignement secondaire en alternance dans la même orientation d'études, soit les cours de la troisième année d'enseignement secondaire de plein exercice et les cours d'une année d'enseignement secondaire en alternance dans la même orientation d'études, peut se voir délivrer une attestation de compétences professionnelles du deuxième degré professionnel de l'enseignement secondaire en alternance »;

2° il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Sur proposition motivée du coordonnateur, le Conseil de direction peut autoriser la délivrance par le conseil de classe visé à l'article 9 de l'attestation de compétences professionnelles visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> à un élève qui, sans avoir suivi les années d'études prévues à cet alinéa apporte la preuve d'un parcours de formation analogue. »

**Art. 20.** L'article II du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article II. Une attestation de fréquentation est délivrée à l'élève qui n'obtient aucun des certificats et attestations visés aux articles 9, *9bis* et 10. »

**Art. 21.** L'article *11bis* du même décret est abrogé.

**Art. 22.** A l'article 12, alinéa 2, du même décret, les mots "corps professoral" sont remplacés par les mots "conseil de classe visé à l'article 9".

**Art. 23.** L'article 13 du même décret est abrogé.

**Art. 24.** A l'article 14, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup> les mots "l'enseignement à horaire réduit peut être organisé dans un des Centres d'éducation et de formation en alternance visés à l'article 1<sup>er</sup>" sont remplacés par les mots "l'enseignement secondaire en alternance peut être organisé dans un des Centres d'éducation et de formation en alternance visés à l'article 2°";

2° l'alinéa 2 est complété comme suit : "La charge de coordonnateur au sein d'un Centre d'éducation et de formation en alternance ne peut pas être scindée entre plusieurs personnes si ce n'est dans le cadre de l'aménagement de fin de carrière. Le coordonnateur est affecté dans l'établissement où le Centre d'éducation et de formation en alternance a son siège administratif";

3° au § 2, alinéa 3, les mots "l'enseignement à horaire réduit" sont remplacés par les mots "l'enseignement secondaire en alternance";

4° au § 2, alinéa 4, les mots "l'enseignement à horaire réduit" sont remplacés par les mots "l'enseignement secondaire en alternance".

**Art. 25.** A l'article 15, § 1<sup>er</sup>, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 : "En outre, sur décision motivée du Conseil de direction, l'accompagnateur peut suppléer le coordonnateur dans certaines des missions qui lui sont attribuées par l'article 14";

2° dans l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, les mots "la direction collégiale visée à l'article 5, alinéa 3" sont remplacés par "du Conseil de direction";

3° l'alinéa 5, devenant l'alinéa 6, est complété comme suit : "Sauf pour le reliquat éventuel, une charge d'accompagnateur au sein d'un Centre d'éducation et de formation en alternance ne peut pas être inférieure à un quart temps.".

**Art. 26.** L'article 16 du même décret est abrogé.

**Art. 27.** A l'article 18 du même décret l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le calcul des emplois du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif et de sous-directeur, les élèves inscrits dans l'enseignement secondaire en alternance sont pris en compte dans l'établissement d'enseignement de plein exercice où ils suivent la majorité de leur formation professionnelle. Le nombre d'élèves est affecté du coefficient 0,5. Dans l'enseignement de promotion sociale, les élèves sont pris en compte au prorata du nombre de périodes réellement suivies dans les établissements d'enseignement de promotion sociale coopérants. »

**Art. 28.** A l'article 19, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même décret, les mots "l'enseignement à horaire réduit" sont remplacés par les mots "l'enseignement secondaire en alternance".

**Art. 29.** A l'article 20, du même décret, les mots "l'enseignement à horaire réduit" sont remplacés par les mots "l'enseignement secondaire en alternance".

**Art. 30.** L'article 21 du même décret est remplacé par disposition suivante :

« Article 21. A l'exception de celles de coordonnateur et d'accompagnateur, la charge d'un professeur transféré d'un établissement de plein exercice vers un Centre d'éducation et de formation en alternance ou recruté dans un Centre d'éducation et de formation en alternance est rémunéré au même barème et sur la base du même volume horaire que ceux qui lui sont ou lui seraient attribués dans l'enseignement de plein exercice.

Toutefois dans le calcul de l'encadrement visé à l'article 14 du décret du 3 juillet 1991, une charge à prestations complètes comporte le même nombre de périodes que celui requis pour une fonction de professeur de cours généraux, à prestations complètes, dans l'enseignement de plein exercice.

La différence éventuelle entre le nombre de périodes déterminé par l'alinéa 1<sup>er</sup> et celui déterminé par l'alinéa 2 est consacrée à des périodes permettant d'assurer l'organisation de périodes complémentaires de formation professionnelle prévues à l'article 2<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et § 2, alinéa 3, l'organisation de modules de formation individualisés prévus conformément à l'article 2<sup>bis</sup>, § 4, et la coordination de la formation pratique avec les cours généraux, les cours techniques et la formation en entreprise. »

**Art. 31.** L'article 24 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 24. Pour tout élève régulier inscrit au 15 janvier de l'année scolaire en cours, il est attribué une dotation de fonctionnement égale à 50 % au minimum du montant de la dotation de fonctionnement fixé pour les sections du groupe B de l'enseignement technique de plein exercice visé à l'arrêté royal du 31 août 1960 précité. La dotation de fonctionnement est versée à l'établissement-siège. »

Les ressources complémentaires proméritées par le Centre d'éducation et de formation en alternance sont également versées à l'établissement-siège. »

**Art. 32.** L'article 25 du même décret est abrogé.

**Art. 33.** L'article 27 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 27. Pour tout élève régulier inscrit au 15 janvier de l'année scolaire en cours, il est attribué une subvention de fonctionnement égale à 50 % au minimum du montant de la subvention de fonctionnement fixé pour les sections du groupe B de l'enseignement technique de plein exercice visé à l'arrêté royal du 31 août 1960 précité. La subvention de fonctionnement est versée à l'établissement-siège. »

Les ressources complémentaires proméritées par le Centre d'éducation et de formation en alternance sont également versées à l'établissement-siège. »

**Art. 34.** L'article 28 du même décret est abrogé.

**Art. 35.** L'article 30 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 30. Jusqu'à ce que, sur proposition du Conseil général, le Gouvernement constate que le nombre de profils spécifiques approuvés conformément à l'article 45 du décret du 24 juillet 1997 est de nature à couvrir l'ensemble des besoins de formation, les formations actuellement organisées sont maintenues. Le Gouvernement arrête la liste de celles qui font l'objet d'un certificat de qualification. »

**CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté royal du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire et du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre**

**Art. 36.** L'article 5, devenant l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, abrogé par le décret du 19 juillet 1993 et rétabli par le décret du 8 février 1999, est complété par l'alinéa suivant :

« Au troisième degré, lorsqu'une option n'est organisée dans un établissement que sous la forme de l'enseignement secondaire en alternance, sont requis :

1° cinq élèves au minimum pour une option organisée à partir de la cinquième année;

2° a) cinq élèves dans la septième année de perfectionnement ou de spécialisation;

b) trois élèves au minimum pour l'option dont les élèves suivent au moins un tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options;

c) un élève au minimum pour l'option dont l'horaire complet est suivi avec les élèves d'autres options. »

**Art. 37.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire les mots "enseignement secondaire ordinaire à horaire réduit" sont remplacés par les mots "enseignement secondaire en alternance".

**Art. 38.** A l'article 2, du même décret, modifié par le décret du 24 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 2°, b), les mots "enseignement en alternance" sont remplacés par les mots "enseignement secondaire en alternance";

2° le point 2°, c), est supprimé.

**Art. 39.** A l'article 6, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit : "et dans l'enseignement secondaire en alternance";

2° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots "du certificat de qualification à l'issue de l'enseignement secondaire" sont remplacés par les mots "d'un certificat de qualification dans l'enseignement secondaire".

**Art. 40.** L'article 10 du même décret, abrogé par le décret du 30 juin 1998, est rétabli comme suit :

« Article 10. Le Conseil général crée en son sein une commission permanente de l'enseignement secondaire en alternance chargée de coordonner toutes les initiatives en la matière. Pour tout ce qui relève des outils pédagogiques et des épreuves d'évaluation visés dans le décret du 24 juillet 1997 précité, la commission assure la concertation avec les organes chargés du pilotage de l'enseignement secondaire. »

**Art. 41.** A l'article 45 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les mots "enseignement secondaire ordinaire à horaire réduit" sont remplacés par les mots "enseignement secondaire en alternance".

**Art. 42.** A l'article 49 du même décret, les mots "enseignement secondaire ordinaire à horaire réduit" sont remplacés par les mots "enseignement secondaire en alternance".

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et modificatives*

**Art. 43.** Par dérogation à l'article 4, alinéa 2, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, introduit par le décret du 19 juillet 2001, les Centres d'éducation et de formation en alternance existant à l'entrée en vigueur du décret peuvent être maintenus jusqu'au 30 juin 2003 pour autant qu'ils comptent au moins 12 élèves au 1<sup>er</sup> octobre 2001 et au 1<sup>er</sup> octobre 2002.

**Art. 44.** Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté royal du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, complété par le décret du 19 juillet 2001, les options organisées par les Centres d'éducation et de formation en alternance existant à l'entrée en vigueur du décret, peuvent être maintenues jusqu'au 30 juin 2003.

**Art. 45.** Par dérogation aux articles 5, 6, 17, 18 et 19 du présent décret, les élèves inscrits dans un Centre d'éducation et de formation en alternance au cours de l'année 2000-2001 terminent une formation et sont certifiés dans les conditions en vigueur au moment de leur inscription.

**Art. 46.** L'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire est complété comme suit : "ou en suivant un enseignement secondaire en alternance".

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

**Art. 47.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'enfance,  
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2000-2001*

*Documents du Conseil*. - Projet de décret, n° 185-1. - Amendements de commission, n° 185. 2. Rapport, n° 185-3. Amendements de séance, n° 185-4.

*Comptes rendus intégraux*. - Discussion. Séance du 16 juillet 2001. - Adoption. Séance du 17 juillet 2001.

—  
VERTALING

N. 2001 — 2310

[C — 2001/29325]

**19 JULI. — Decreet betreffende het alternerend secundair onderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan*

**Artikel 1.** In het opschrift van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan worden de woorden "secundair onderwijs met beperkt leerplan" vervangen door de woorden "alternerend secundair onderwijs".

**Art. 2.** Het opschrift van hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling : "HOOFDSTUK I. — *Structuren*".

**Art. 3.** Artikel 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Dit decreet heeft betrekking op het alternerend secundair onderwijs. »

**Art. 4.** Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. Het alternerend secundair onderwijs wordt georganiseerd in centra voor alternerend onderwijs en vorming.

Een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming is een structuur die gemeenschappelijk is voor verschillende secundaire onderwijsinrichtingen met volledig leerplan die, in de tweede en derde graad, technisch kwalificatie- of beroepsonderwijs organiseren en deze inrichtingen in staat wil stellen alternerend secundair onderwijs te organiseren. Een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming mag evenwel slechts uit een inrichting bestaan. »

**Art. 5.** Er wordt in hetzelfde decreet een artikel *2bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *2bis*. § 1. Het alternerend secundair onderwijs omvat :

1° een onderwijs dat is georganiseerd overeenkomstig artikel 49 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

2° een onderwijs dat leidt tot de afgifte van een specifiek kwalificatiegetuigschrift die de studies bekrachtigt waarvan het niveau is vastgesteld op grond van de opleidingsprofielen zoals bedoeld in artikel 45 van hetzelfde decreet en die garant staan voor een algemene en humanistische vorming;

§ 2. In geval van nood kan de minister een opleiding organiseren die niet overeenstemt met een opleidingsprofiel zoals bedoeld in artikel 45 van hetzelfde decreet. Deze opleiding wordt bekrachtigd door een beroepsbekwaamhedenattest overeenkomstig artikel 10.

De vaardigheden die moeten worden beheerst voor de in het eerste lid bedoelde opleiding worden onmiddellijk meegedeeld aan de « Commission Communautaire des Professions et des Qualifications » die is opgericht door het decreet van 27 oktober 1994 houdende het overleg in het secundair onderwijs. Als deze de opleiding pertinent acht, maakt zij hiervan een specifiek opleidingsprofiel op dat aan de Regering wordt voorgelegd overeenkomstig de procedures die gelden voor de specifieke profielen. Als het profiel wordt aanvaard, vervangt het kwalificatiegetuigschrift het in het eerste lid bedoelde beroepsbekwaamhedenattest.

§ 3. Voor de leerlingen die niet langer schoolplichtig zijn, kan de in § 1 bedoelde opleiding enkel maar betrekking hebben op de kwalificatieopleiding. In dit geval kan hen enkel het kwalificatiegetuigschrift worden uitgereikt.

§ 4. Voor de schoolplichtige leerling en de meerderjarige leerlingen die zijn uitgesloten met toepassing van de procedure zoals voorzien in het decreet van 5 juli 2000, kan de in § 1 bedoelde opleiding worden voorafgegaan van een geïndividualiseerde opleidingsmodule die onder meer bestaat in de opmaak van het leefproject, de beroepsoriëntatie, het aanleren van de leefregels die gelden in het Centrum en in de maatschappij, het op peil brengen van de elementaire basiskennis, het verwerven van minimum vaardigheden om via het werk in een bedrijf toegang te krijgen tot de opleiding.

De in artikel 7, § 2, bedoelde Directieraad bepaalt voor ieder geval de duur van de geïndividualiseerde opleidingsmodule en de beschikbare middelen die moeten worden aangewend. Deze kan hierbij eventueel de samenwerking inroepen van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd of van de organen die erkend zijn door de minister van secundair onderwijs. De wijzen van deze samenwerking zullen gezamenlijk moeten worden vastgelegd door de betrokken ministers. »

**Art. 6.** Er wordt in hetzelfde decreet een artikel *2ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *2ter*. § 1. Het in artikel *2bis*, § 1, 1°, bedoelde alternerend secundair onderwijs wordt ingericht of gesubsidieerd in de tweede graad van het beroepsopleiding en in de derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs en van het beroepsopleiding.

Dit onderwijs wordt verstrekt naar rato van minstens zeshonderd lestijden van vijftig minuten per jaar, gespreid over minstens twintig weken en bestaat verplicht uit minstens zeshonderd uren opleidingsactiviteiten door werk in een bedrijf per jaar, gespreid over minstens twintig weken. Het opleidingsjaar kan samenvallen met de schoolkalender of kan volgens andere wijzen georganiseerd worden. De opleiding kan in opleidingsmodules georganiseerd worden. De leerlingen kunnen samengebracht worden met deze van het onderwijs met volledig leerplan.

Wanneer het, om welke redenen dan ook, onmogelijk is voor een opleidingsjaar te beschikken over minstens zeshonderd uren opleidingsactiviteiten door te werken in een bedrijf, worden bijkomende lestijden beroepsopleiding georganiseerd in het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming. Het aantal uren opleidingsactiviteiten in een bedrijf mag evenwel niet lager liggen dan driehonderd per opleidingsjaar in de tweede graad en vierhonderd vijftig per opleidingsjaar in de derde graad.

§ 2. Het in artikel *2bis*, § 1, 2°, bedoeld alternerend secundair onderwijs wordt ingericht of gesubsidieerd op het niveau van de tweede en derde graad van het beroepsopleiding.

Dit onderwijs wordt verstrekt naar rato van minstens zeshonderd lestijden van vijftig minuten per jaar, gespreid over minstens twintig weken en bestaat verplicht uit minstens zeshonderd uren opleidingsactiviteiten door werk in een bedrijf per jaar, gespreid over minstens twintig weken. Het opleidingsjaar kan samenvallen met de schoolkalender of kan volgens andere wijzen georganiseerd worden. De opleiding kan in opleidingsmodules georganiseerd worden. Voor de in artikel *2bis*, § 3, bedoelde leerlingen kan het deel van de opleiding die wordt verstrekt door het onderwijs verminderd worden tot 300 lestijden per opleidingsjaar.

Wanneer het, om welke redenen dan ook, onmogelijk is voor een opleidingsjaar te beschikken over minstens zeshonderd uren opleidingsactiviteiten door te werken in een bedrijf, worden bijkomende lestijden beroepsopleiding georganiseerd in het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming. Het aantal uren opleidingsactiviteiten in een bedrijf mag evenwel niet lager liggen dan driehonderd per opleidingsjaar in de tweede graad en vierhonderd vijftig per opleidingsjaar in de derde graad.

De minister kan, om uitzonderlijke redenen, een afwijking toestaan op de bepalingen van het tweede en derde lid.

§ 3. De leerlingen die zijn ingeschreven in het alternerend secundair onderwijs zijn onderworpen aan alle bepalingen van voormeld decreet van 24 juli 1997 of deze die op grond hiervan zijn genomen inzake het regelmatig schoolbezoek en de uitsluitingsprocedure. De inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, en het hoofd van de inrichting, voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, kunnen op ieder ogenblik een inschrijving in het alternerend secundair onderwijs aanvaarden.

Het regelmatig schoolbezoek houdt ook rekening met de lestijden aan opleidingsactiviteiten via het werk in een bedrijf of de lestijden die zijn georganiseerd overeenkomstig artikel *2bis*, § 4.

In voorkomend geval kan een alternerend opleidingsjaar, voor zover de bepalingen van dit artikel nageleefd worden, lestijden bevatten van het voltijds secundair onderwijs en lestijden van het alternerend secundair onderwijs.

Voor de toepassing van de in hoofdstuk IX van voormeld decreet van 24 juli 1997 bedoelde maatregelen omtrent de inschrijving van leerlingen in een inrichting en de regels met betrekking tot de uitsluiting uit een inrichting worden de prerogatieven van de inrichtende macht of van het hoofd van de inrichting uitgevoerd door de verantwoordelijke van de inrichting waar de leerling het merendeel van de beroepsopleiding volgt, deze van de klassenraad door die dewelke is ingesteld door artikel 9. »



**Art. 7.** Er wordt in hetzelfde decreet een artikel *2quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *2quater*. § 1. Het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming heeft zijn zetel in een van de inrichtingen voor secundair onderwijs met voltijds leerplan zoals bedoeld in artikel 4, eerste lid, hierna "zetel-inrichting" genoemd. De andere inrichtingen zoals bedoeld in het eerste lid worden "samenwerkende inrichtingen" genoemd. De inrichtingen voor het buitengewoon onderwijs en de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie kunnen ook samenwerken met het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming.

§ 2. De Directieraad van het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming is samengesteld uit het hoofd van de zetel-inrichting, die de raad voorziet, de coördinator van het Centrum, die het hoofd van de inrichting vervangt bij diens afwezigheid op de raad, en uit de hoofden van de samenwerkende inrichtingen of hun afgevaardigden.

De Directieraad komt minstens viermaal per schooljaar bijeen op initiatief van de voorzitter of, bij diens afwezigheid, van de coördinator. De Directieraad verdeelt de lestijden-leraar onder de verschillende samenwerkende inrichtingen op grond van de opleidingslestijden die er worden georganiseerd.

De Directieraad stelt aan de inrichtende machten de bestemming voor van de materiële of financiële middelen die zijn verleend door de Franse Gemeenschap of iedere andere overheid. Hij ziet er op toe dat alle materiële of financiële middelen die vooraf toekomen aan het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming door de inrichtende machten wel degelijk aangewend worden voor het vervullen van diens opdrachten.

De Directieraad beslist bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van het lid dat de raad voorziet van doorslaggevend belang. Ieder lid kan bij het bevoegde overlegcomité beroep aantekenen tegen een beslissing die hem nadeel berokkent. Desgevallend vervangt de beslissing van laatstgenoemde de aangevochten beslissing.

De coördinator brengt verslag uit aan de Directieraad over de verdeling van de taken onder de begeleiders. De Directieraad kan, wanneer hij dit noodzakelijk acht, organisatorische richtlijnen geven aan de coördinator. »

**Art. 8.** Er wordt in hetzelfde decreet een artikel *2quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *2quinquies*. § 1. Iedere inrichting voor voltijds secundair onderwijs, zetel van of samenwerkend met een Centrum voor alternerend onderwijs of vorming, kan, mits naleving van de besluitvormingswijzen bepaald door diens inrichtende macht, voorstellen aan de Directieraad om een optie met afwisselend leerplan te organiseren die zij reeds organiseert in het voltijds onderwijs en die de behoudsnormen bereikt. Zij kan op dezelfde manier de Directieraad voorstellen een optie te programmeren die vermeld staat op de lijst van opties van het voltijds onderwijs.

In eender welk geval, als de Directieraad akkoord gaat, creëert of behoudt de inrichting de betrokken optie, hetzij in de beide vormen van het voltijds onderwijs en het alternerend onderwijs of slechts in één van beide vormen. Alle procedures met betrekking tot de programmatie, de schorsing, de afwijking en de omvorming in het voltijds secundair onderwijs vastgelegd door of met toepassing van het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het secundair onderwijs, alsook de verschillende daarop betrekking hebbende normen zijn van toepassing, gezien een leerling van het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming die in aanmerking is genomen, vanuit deze optiek gelijk is aan een leerling uit het voltijds onderwijs. Wanneer de oprichting enkel gebeurt in het alternerend onderwijs en het opleidingsjaar krachtens artikel *2ter*, § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid, op een andere manier verloopt dan de schoolkalender, moet de norm zijn bereikt bij de oprichting en wordt hiervan minstens een maand voor de start van de nieuwe opleiding kennis gegeven aan het bestuur.

De indiening van de dossier gebeurt door de inrichting waar de optie wordt georganiseerd.

Indien een optie evenwel bestaat in een van deze samenwerkende inrichtingen en deze de optie niet wil organiseren in de vorm van alternerend onderwijs, kan de Directieraad de oprichting of behoud ervan toestaan, zonder dat de behoudsnorm is bereikt, in de zetel-inrichting of in een andere samenwerkende inrichting, voor zover deze hiervoor een aanvraag indient en de door haar inrichtende macht vastgelegde besluitvormingswijzen eerbiedigt.

§ 2. De in artikel *2bis*, § 1, 2°, bedoelde opleidingen worden vastgelegd door het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming, bij beslissing genomen door twee derde van de aanwezige leden van de Directieraad en nadat ervoor te hebben gezorgd dat de inrichting waar de opleiding zal worden gegeven, het akkoord heeft verkregen van diens inrichtende macht. Deze zijn onderworpen aan de goedkeuring van het Overlegcomité zoals bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet van 27 oktober 1994 houdende het overleg in het secundair onderwijs, volgens de wijzen die de Regering bepaalt. Ieder jaar beslist de Directieraad, maar dan bij gewone meerderheid, over het behoud van een opleiding die het vorig jaar is georganiseerd.

Ieder Overlegcomité bezorgt het bestuur zijn beslissingen vóór de aanvang van iedere nieuwe alternerende opleiding.

Het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming bezorgt tegen 1 oktober de lijst van de opleidingen die op dat ogenblik georganiseerd worden alsmede de lijst van de leerlingen die hiervoor zijn ingeschreven. Het licht het bestuur en de algemene inspectie tijdens jaar onmiddellijk in over elke wijziging aan de lijst van de opleidingen. »

**Art. 9.** In artikel 3 van hetzelfde decreet wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De Centra voor alternerend onderwijs en vorming ontvangen de inschrijving van de leerlingen. Zij organiseren, onder de verantwoordelijkheid van de coördinator, de opvang en de begeleiding van de leerlingen met het oog op het uitstippelen van een geïndividualiseerd parcours voor hun inschakeling in het sociaal en beroepsleven. Samen met de samenwerkende inrichtingen staan zij in voor de opleiding van de leerlingen en de afstemming hiervan op de opleiding in het bedrijf. Documenten met beschrijvingen van de taken die zijn uitgevoerd in het raam van de activiteiten in het bedrijf getuigen dat deze in overeenstemming zijn met de opleidingsdoelstellingen. Deze doelstellingen worden opgetekend in een contract dat wordt ondertekend door de coördinator, de verantwoordelijke aangeduid door het bedrijf en de leerling, indien deze meerderjarig is, diens ouders of de persoon met het ouderlijk gezag indien deze minderjarig is.

Een leraar technische vakken of beroepspraktijk mag de begeleiders helpen bij het controleren of de in dit artikel bedoelde doelstellingen bereikt zijn. »

**Art. 10.** Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4. Per type onderwijs wordt een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming ingericht of gesubsidieerd in elkeen van de zones zoals bepaald in artikel 24 van het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het secundair onderwijs voor zover dit de in artikel 14, eerste lid, bedoelde normen haalt. In de zones die op 15 januari, voor een type onderwijs, meer dan 4 000 leerlingen tellen die zijn ingeschreven in het technisch kwalificatie- en beroepsonderwijs van de tweede, derde en vierde graad, kan een tweede Centrum voor alternerend onderwijs en vorming worden georganiseerd. Het aldus opgerichte tweede Centrum voor alternerend onderwijs en

vorming kan behouden blijven zolang het aantal leerlingen dat is ingeschreven in het technisch kwalificatie- en beroepsonderwijs van de tweede, derde en vierde graad hoger ligt dan 3 000.

De Centra voor alternerend onderwijs en vorming die bestaan op het ogenblik dat dit decreet in voege treedt, kunnen evenwel behouden blijven zolang deze minstens 56 leerlingen tellen die regelmatig ingeschreven zijn op 1 oktober. Het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming dat deze norm niet haalt, gaat op deze datum op in het in het eerste lid bedoeld Centrum.

Iedere inrichting met volledig leerplan die de tweede en derde graad van het voltijds secundair onderwijs inricht in een van de kwalificatieafdelingen kan vragen om samen te werken met het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming van haar type in de zone waar deze haar zetel is gevestigd. In geval van weigering kan het beroep indienen bij het bevoegde Overlegcomité volgens de wijzen die de Regering bepaalt. Een inrichting mag noch de zetel noch een samenwerkende inrichting zijn van meer dan een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming.

De Regering kan, op gunstig advies van de Algemene Overlegraad van het secundair onderwijs, een inrichting voor voltijds secundair onderwijs toelaten samen te werken met een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming uit een andere zone of van een ander type.

Ook kunnen twee Centra voor alternerend onderwijs en vorming, eventueel uit verschillende zones of van verschillend type, tezamen infrastructuur of voorzieningen aankopen of gebruiken. »

**Art. 11.** In artikel 5 van hetzelfde decreet worden het derde en vierde lid geschrapt.

**Art. 12.** Er wordt in hetzelfde decreet een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *5bis*. § 1. De coördinatoren alsmede twee vertegenwoordigers van ieder Centrum voor alternerend onderwijs en vorming, aangesteld door de Directieraad, vormen de zonale raad van het alternerend secundair onderwijs, hierna de zonale raad voor alternerend onderwijs genoemd. De zonale raad voor alternerend onderwijs wordt beurtelings voorgezeten door een coördinator van ieder type onderwijs. Het voorzitterschap kan evenwel, op beslissing van de betrokken Directieraad, worden toegekend aan een vertegenwoordiger van deze raad. Zetelen eveneens met raadgevende stem in de zonale raad voor alternerend secundair onderwijs :

twee vertegenwoordigers per vakbondsorganisatie, waarvan een afkomstig uit de onderwijssector, die zitting heeft in de Nationale Arbeidsraad;

een vertegenwoordiger van de Federatie van Ouderverenigingen van het officieel onderwijs en een vertegenwoordiger van de Unie van federaties van ouderverenigingen van het katholiek onderwijs.

§ 2. De zonale raad voor alternerend onderwijs is prioritair belast met de coördinatie van het onderzoek naar contracten en overeenkomsten bij de bedrijven uit de zone. Hij kan het zoeken naar contracten en overeenkomsten bij bedrijven uit andere zones bevorderen en dit na contact te hebben genomen met de zonale raad voor alternerend onderwijs van de betrokken zone en in de mate van het mogelijke met diens akkoord. De zonale raad voor alternerend onderwijs ziet toe op de naleving van de wettelijke, decretale en reglementaire bepalingen ter zake.

De zonale raad voor alternerend onderwijs kan beslissen om begeleiders van verschillende centra voor onderwijs en vorming aan te stellen voor de coördinatie van de contracten en overeenkomsten met de bedrijven. Om dit mogelijk te maken, moet deze beslissing worden bekrachtigd door de verschillende directieraden.

Voor alles wat te maken heeft met het alternerend onderwijs is de zonale raad voor alternerend onderwijs de vertegenwoordiger van de Centra voor alternerend onderwijs en vorming ten aanzien van de subregionale comités voor tewerkstelling en van de Opleiding in het Waals Gewest en van de overheden die bevoegd zijn voor de tewerkstelling in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De zonale raad voor alternerend onderwijs kan, wanneer hij dit noodzakelijk acht, het initiatief nemen om contacten aan te knopen met de vertegenwoordigers van de sociale partners die actief zijn in die zone, met name wat betreft de contracten en de overeenkomsten.

§ 3. De zonale raad voor alternerend onderwijs neemt zijn beslissingen bij consensus. Zoniet bezorgt hij de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs de verschillende voorstellen van beslissing waarover is beraad en waarover geen consensus is bereikt. De Algemene Raad neemt een beslissing over dit onderwerp tijdens een debat.

§ 4. De zonale raad voor alternerend onderwijs stelt jaarlijks een kwantitatief en kwalitatief verslag op over het alternerend secundair onderwijs in de zone. Dit verslag wordt verzonden naar de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs en nadien, samen met diens bemerkingen, naar de Regering. »

**Art. 13.** Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling : "HOOFDSTUK II. — *Toelating van de leerlingen*".

**Art. 14.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 3°, worden de woorden "onderwijs met beperkt leerplan" vervangen door de woorden "alternerend secundair onderwijs";

2° § 2, tweede lid, wordt opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een § 1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. De toegangsvoorwaarden tot elkeen van de studiejaren uit het alternerend secundair onderwijs zoals bedoeld in artikel *2bis*, eerste lid, 1°, zijn dezelfde als deze van het overeenstemmend voltijds secundair onderwijs. »;

2° in de inleidende zin van het artikel dat nu § 2 wordt, worden de woorden "secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan" vervangen door de woorden "alternerend secundair beroepsonderwijs";

3° in het artikel dat nu § 2 wordt, wordt het eerste lid, 5°, vervangen door de volgende bepaling :

"5° beroepsbekwaamhedenattest van de tweede graad van het alternerend secundair onderwijs";

4° in het artikel dat nu § 2 wordt, worden in het tweede lid de woorden "de lagere cyclus" vervangen door de woorden "de tweede graad".

**Art. 16.** Er wordt in hetzelfde decreet, na artikel 8, een hoofdstuk *Ilbis* ingevoegd, luidend als volgt :  
 "HOOFDSTUK *Ilbis*. — *Bekrachtiging van de studie*".

**Art. 17.** Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. De getuigschriften en attesten die worden uitgereikt in het alternerend secundair onderwijs zoals bedoeld in artikel *2bis*, § 1, 1°, zijn dezelfde als deze die worden uitgereikt in het voltijds secundair onderwijs, behalve het feit dat ze vermelden dat ze uitgereikt werden in het alternerend onderwijs. De Regering bepaalt het model van deze getuigschriften en attesten.

Ook wordt het slagen voor een jaar in het alternerend secundair onderwijs zoals bedoeld in artikel *2bis*, § 1, 1°, op gelijke wijze bekrachtigd als voor een studiejaar in het voltijds secundair onderwijs en heeft ze van rechtswege dezelfde uitwerking.

De beslissingen in verband met de overgang naar een klas of een cyclus en met de afgifte van de diploma's, getuigschriften en attesten na het slagen in een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming ressorteren onder de bevoegdheid van de klassenraad van het alternerend secundair onderwijs. Deze raad wordt voorgezeten door het hoofd van de zetel-inrichting of van de samenwerkende inrichting waar de leerling het merendeel van zijn beroepsopleiding volgt, of de afgevaardigde van het hoofd van de betrokken inrichting en bestaat uit alle leden van het onderwijzend personeel die instaan voor de leerling alsook uit de coördinator en een begeleider van het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming. Een lid van het psycho-medisch-sociaal centrum alsook de betrokken opvoeders kunnen de raad bijwonen met raadgevende stem. Bij de deliberaties wordt rekening gehouden met de opleidingsactiviteit door het werk in het bedrijf op grond van de opvolgings- en evaluatieverslagen die op de arbeidsplaats zijn gemaakt door de begeleiders en hierbij verwijzend naar het contract zoals bedoeld in artikel 9 van dit decreet.

De afgifte van de kwalificatiegetuigschriften zoals bedoeld in dit artikel gebeurt op dezelfde wijze en bij voorkeur tezamen met de afgifte van de kwalificatiegetuigschriften van het voltijds secundair onderwijs, behalve het feit dat de coördinator en een begeleider hierbij met raadgevende stem betrokken zijn en dat bij de deliberaties rekening wordt gehouden met de opleidingsactiviteit in het bedrijf. »

**Art. 18.** Er wordt in hetzelfde decreet een artikel *9bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *9bis*. De leerling die regelmatig de vakken heeft gevolgd in het alternerend secundair onderwijs zoals bedoeld in artikel *2bis*, § 1, 2°, en de vaardigheden heeft verworven die zijn vastgelegd door het specifiek opleidingsprofiel, bekomt een kwalificatiegetuigschrift waarvan de Regering het model bepaalt.

De afgifte van het kwalificatiegetuigschrift gebeurt overeenkomstig artikel 9, vierde lid. »

**Art. 19.** In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Als hij geen van de in artikelen 9 en *9bis* bedoelde getuigschriften of attesten bekomt, kan de leerling die daadwerkelijk en regelmatig gedurende minstens twee schooljaren ofwel de vakken heeft gevolgd uit het alternerend secundair onderwijs in dezelfde studierichting, ofwel de vakken heeft gevolgd van het derde jaar van het voltijds secundair onderwijs en de vakken van een jaar uit het alternerend secundair onderwijs in dezelfde studierichting, een beroepsbekwaamhedenattest krijgen van de tweede graad van het alternerend secundair onderwijs »;

2° Er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Directieraad kan, op gemotiveerd voorstel van de coördinator, de in artikel 9 bedoelde klassenraad toelating geven om het in het eerste lid bedoelde beroepsbekwaamhedenattest af te geven aan een leerling die, zonder de in dit lid voorziene studie jaren te hebben gevolgd, het bewijs levert een gelijkaardige opleiding te hebben genoten. »

**Art. 20.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 11. Een schoolbezoekattest wordt uitgereikt aan de leerling die de in artikelen 9, *9bis* en 10 bedoelde getuigschriften en attesten niet bekomt. »

**Art. 21.** Artikel *11bis* van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 22.** In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "het lerarenkorps" vervangen door de woorden "de in artikel 9 bedoelde klassenraad".

**Art. 23.** Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 24.** In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "het onderwijs met beperkt leerplan kan worden georganiseerd in een van de centra voor alternerend onderwijs en vorming bedoeld in artikel 1" vervangen door de woorden "het alternerend secundair onderwijs kan worden georganiseerd in een van de centra voor alternerend onderwijs en vorming bedoeld in artikel 2";

2° het tweede lid wordt als volgt aangevuld : "De taak van de coördinator in een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming kan slechts worden verdeeld onder verschillende personen in het kader van de regeling van de loopbaanbeëindiging. De coördinator wordt aangesteld in de inrichting waar het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming zijn administratieve zetel heeft";

3° in § 2, derde lid, worden de woorden "het onderwijs met beperkt leerplan" vervangen door de woorden "het alternerend secundair onderwijs";

4° in § 2, vierde lid, worden de woorden ""het onderwijs met beperkt leerplan" vervangen door de woorden "het alternerend secundair onderwijs".

**Art. 25.** In artikel 15, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het volgend lid wordt gevoegd tussen het eerste en het tweede lid : "Daarenboven kan de begeleider, op gemotiveerde beslissing van de Directieraad, de coördinator vervangen in sommige opdrachten die hem zijn toegewezen door artikel 14";

2° in het derde lid, dat nu het vierde lid wordt, worden de woorden "het directiecollege bedoeld in artikel 5, derde lid" vervangen door de woorden "de Directieraad";

3° het vijfde lid, dat het zesde lid wordt, wordt als volgt aangevuld : "Behalve voor een eventueel overschot, mag de opdracht van begeleider in een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming niet lager zijn dan een deeltijdse betrekking (25 %)."

**Art. 26.** Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 27.** In artikel 18 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de berekening van de betrekkingen van het onderwijzend hulppersoneel en van het administratief personeel en van onderdirecteur wordt het aantal inschreven leerlingen dat is ingeschreven in het alternerend secundair onderwijs in aanmerking genomen in de inrichting van het voltijds onderwijs waar deze het merendeel van hun beroepsopleiding volgen. Het aantal leerlingen is voorzien van coëfficiënt 0.5. In het onderwijs voor sociale promotie worden de leerlingen in aanmerking genomen naar rato van het aantal werkelijk gevolgde lestijden in de samenwerkende inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie. »

**Art. 28.** In artikel 19, eerste en tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "het onderwijs met beperkt leerplan" vervangen door de woorden "het alternerend secundair onderwijs".

**Art. 29.** In artikel 20 van hetzelfde decreet worden de woorden "het onderwijs met beperkt leerplan" vervangen door de woorden "het alternerend secundair onderwijs".

**Art. 30.** Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 21. Behalve de opdrachten van coördinator en van begeleider wordt deze van een leraar die is overgeheveld van een inrichting voor voltijds onderwijs naar een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming of aangeworven in een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming bezoldigd aan dezelfde loonschaal en op basis van hetzelfde lestijdenvolume dan diegene die hem worden of zouden worden toegekend in het voltijds onderwijs.

Bij de berekening van de begeleiding zoals bedoeld in artikel 14 van het decreet van 3 juli 1991 omvat een opdracht met volledige prestaties hetzelfde aantal lestijden als vereist voor een ambt van leraar algemene vakken, met volledige prestaties, in het voltijds onderwijs.

Het eventueel verschil tussen het aantal lestijden zoals bepaald in het eerste lid en het aantal bepaald in het tweede lid wordt gewijd aan lestijden met de bedoeling extra lestijden te organiseren voor beroepsopleiding zoals bedoeld in artikel 2ter, § 1, derde lid, en § 2, derde lid, geïndividualiseerde opleidingsmodules te organiseren voorzien overeenkomstig artikel 2bis, § 4, en de praktische opleiding af te stemmen op de algemene vakken, de technische vakken en de opleiding in het bedrijf. »

**Art. 31.** Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 24. Voor iedere leerling die regelmatig ingeschreven is op 15 januari van het lopend schooljaar worden een werkingsdotatie toegekend gelijk aan minstens 50 % van de werkingsdotatie die is vastgelegd voor de afdelingen van groep B van het technisch voltijds onderwijs bedoeld in het voormeld koninklijk besluit van 31 augustus 1960. De werkingsdotatie wordt gestort bij de zetel-inrichting.

De extra middelen waarop het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming recht heeft, worden ook gestort bij de zetel-inrichting.

**Art. 32.** Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 33.** Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 27. Voor iedere leerling die regelmatig ingeschreven is op 15 januari van het lopend schooljaar worden een werkingsdotatie toegekend gelijk aan minstens 50 % van de werkingsdotatie die is vastgelegd voor de afdelingen van groep B van het voltijds technisch onderwijs bedoeld in het voormeld koninklijk besluit van 31 augustus 1960. De werkingsdotatie wordt gestort bij de zetel-inrichting.

De extra middelen waarop het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming recht heeft, worden ook gestort bij de zetel-inrichting. »

**Art. 34.** Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 35.** Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 30. Zolang de Regering, op voorstel van de algemene Raad, vaststelt dat het aantal specifieke profielen die zijn goedgekeurd overeenkomstig artikel 45 van het decreet van 24 juli 1997 alle opleidingsbehoeften dekken, blijven de thans georganiseerde opleidingen behouden. De Regering legt de lijst vast van diegene waarvoor een kwalificatiegetuigschrift wordt uitgereikt. »

*HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, van het decreet van 27 oktober 1994 houdende het overleg in het secundair onderwijs en van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

**Art. 36.** Artikel 5, dat nu artikel 5, eerste lid, wordt van het koninklijk besluit van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, opgeheven door het decreet van 19 juli 1993 en hersteld door het decreet van 8 februari 1998, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In de derde graad, wanneer een optie in een inrichting enkel georganiseerd wordt in het alternerend secundair onderwijs, zijn vereist :

1° minstens vijf leerlingen voor een optie die is georganiseerd vanaf het vijfde jaar;

2° a) vijf leerlingen in het zevende specialisatie- of vervolmakingsjaar;

b) minstens drie leerlingen voor de optie waarvan de leerlingen minstens een derde van het uurrooster volgen met de leerlingen van andere opties;

c) minstens een leerling voor de optie waarvan het volledig uurrooster gevolgd wordt met de leerlingen van andere opties. »

**Art. 37.** In artikel 1 van het decreet van 27 oktober 1994 houdende het overleg in het secundair onderwijs worden de woorden "gewoon secundair onderwijs met beperkt leerplan" vervangen door de woorden "alternerend secundair onderwijs".

**Art. 38.** In artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 24 juli 1997 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2°, b), worden de woorden "alternerend onderwijs" vervangen door de woorden "alternerend secundair onderwijs";

2° punt 2°, c), wordt geschrapt.

**Art. 39.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het eerste lid als volgt aangevuld : "en in het alternerend secundair onderwijs";

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden "van het kwalificatiegetuigschrift op het einde van het secundair onderwijs" vervangen door de woorden "van een kwalificatiegetuigschrift in het secundair onderwijs".

**Art. 40.** Artikel 10 van hetzelfde decreet, opgeheven door het decreet van 30 juni 1998, wordt als volgt hersteld :

« Artikel 10. De algemene Raad richt in zijn schoot een permanente commissie voor het alternerend secundair onderwijs op die alle initiatieven ter zake coördineert. Over alles wat te maken heeft met de pedagogische middelen en evaluatieproeven zoals bedoeld in het voornoemd decreet van 24 juli 1997 pleegt de commissie overleg met de stuurcomités van het secundair onderwijs. »

**Art. 41.** In artikel 45 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden "gewoon secundair onderwijs met beperkt uurrooster" vervangen door de woorden "alternerend secundair onderwijs".

**Art. 42.** In artikel 49 van hetzelfde decreet worden de woorden "het onderwijs inrichtend met beperkt uurrooster" vervangen door de woorden "alternerend secundair onderwijs".

#### HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en wijzigingsbepalingen*

**Art. 43.** In afwijking van artikel 4, tweede lid, van het decreet van 3 juli 1991 tot organisatie van het alternerend secundair onderwijs, ingeleid door het decreet van 19 juli 2001, kunnen de Centra voor alternerend onderwijs en vorming die bestaan op de dag dat het decreet in werking treedt, behouden blijven tot 30 juni 2003 voorzover ze minstens 12 leerlingen tellen op 1 oktober 2001 en op 1 oktober 2002.

**Art. 44.** In afwijking van artikel 5 van het koninklijk besluit van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, aangevuld door het decreet van 19 juli 2001, kunnen de opties die georganiseerd worden door de Centra voor alternerend onderwijs en vorming die bestaan op de dag dat het decreet in werking treedt, behouden blijven tot 30 juni 2003.

**Art. 45.** In afwijking van artikelen 5, 6, 17, 18 en 19 van dit decreet beëindigen de leerlingen die zijn ingeschreven in een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming voor het jaar 2000-2001 een opleiding en krijgen zij een attest volgens de voorwaarden die van kracht zijn op het ogenblik van hun inschrijving.

**Art. 46.** Artikel 1, § 1, derde lid, van de wet van 29 juni 1982 betreffende de schoolplicht wordt als volgt aangevuld : "of door het alternerend secundair onderwijs te volgen".

#### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 47.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2001.

Verkundigen dit decreet en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 19 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Documenten van de Raad* - Ontwerpdecreet, nr. 185-1 - Amendementen in de commissie, nr. 185-2 - Verslag, nr. 185-3 - Amendementen in de zitting, nr. 185-4.

*Integrale verslagen* - Bespreking. Zitting van 16 juli 2001. Stemming. Zitting van 17 juli 2001.